

Solidarité avec le mouvement populaire démocratique et les grèves au Belarus

Depuis le 11 août 2020 une grève générale politique est engagée en Bélarus/Biélorussie sur les revendications suivantes : départ du président-dictateur Loukatchenko, libération de tous les prisonniers et toutes les prisonnières politiques, élections libres.

Des comités de grève ont été élus dans les plus grandes usines et mines du pays. Ils cherchent à se fédérer nationalement mais leurs membres sont souvent arrêtés. Les syndicats indépendants se développent cependant que les syndicats officiels sont désertés par les travailleurs et travailleuses.

Appuyées sur ce mouvement de grève, les manifestations pour le départ de Loukatchenko ont repris depuis le 11 août et entraînent tous les dimanches autour d'un million de manifestants et manifestantes dans ce pays de 10 millions d'habitants, dont des centaines de milliers dans sa capitale, Minsk.

Depuis la rentrée scolaire le 31 août, **la jeunesse étudiante et lycéenne est elle aussi dans la rue.**

Les revendications démocratiques ont pour contenu social l'exercice du pouvoir par la majorité, et donc, par exemple, la fin des contrats à durée déterminée obligatoires et des contrats de travail individuels de ce paradis capitaliste qu'est en le Bélarus.

Les femmes, depuis le début, occupent une place particulière, affirmée et puissante, dans ce mouvement sous toutes ses formes.

La répression a causé officiellement 3 morts, et environ 80 « disparu-es ». 10.000 personnes ont été kidnappées par les Omon et condamnées à des peines, le plus souvent de quelques jours de prison durant lesquels se produisent coups, tortures, viols ...

Les dirigeants politiques européens n'ont pris de position pour appeler à la « fin des violences » que fort tardivement au vu d'une situation qui les inquiète, car le peuple veut chasser un président !

La sympathie des peuples voisins est très puissante, particulièrement celle du peuple russe. Poutine soutient Loukatchenko depuis que celui-ci l'a appelé à l'aide et s'est engagé à se plier à ses conditions. L'intervention de l'État, de l'armée et des « organes » russes ne fait aucun doute. Mais elle est impopulaire en Russie, où même les syndicats officiels doivent se prononcer contre l'envoi de troupes comme briseurs de grève.

La révolution ouverte en Bélarus vise à la démocratie réelle ; la classe ouvrière, les femmes et la jeunesse en sont le fer de lance ; elle s'inscrit à la fois dans une histoire longue renvoyant aux luttes des peuples d'Europe centrale et orientale au temps de l'URSS, et dans la vague actuelle de crises politiques et d'insurrections dans le monde entier. **On ne saurait parler de solidarité, d'Europe et d'internationalisme sans se prononcer en faveur de la défense, de la protection, du soutien actif au peuple bélarusse et à la grève générale bélarusse.**

C'est pourquoi, et notamment dans la suite des prises de position de plusieurs organisations syndicales françaises, nos organisations appellent :

- A **soutenir la lutte du peuple** de Bélarus pour les libertés démocratiques, **et les grèves** des travailleurs et travailleuses de ce pays.
- A **relayer les informations** transmises par les organisations, collectifs, militants et militantes progressistes du Bélarus, afin de **faire connaître la situation sur place** et de **combattre la répression** de l'Etat bélarusse.

A Paris, nous appellerons à un **rassemblement devant l'ambassade bélarusse** dans les prochains jours.

Organisations signataires (liste qui sera complétée) : Arguments pour la lutte sociale (APSL) – Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) - Critique sociale – Emancipation, tendance intersyndicale – Ensemble ! - Gauche démocratique et sociale (GDS) - L'insurgé – Nouveau parti anticapitaliste (NPA) - Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Section des correcteurs du Syndicat général du Livre communication écrite CGT –Union communiste libertaire (UCL) – Union syndicale Solidaires